

Synthèse Chapitre 3 : Quelles sont les sources de la croissance économique ?

(D'après Fiche Eduscol - <http://eduscol.education.fr>)

Indications complémentaires :

En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital sous ses différentes formes participe à l'entretien de la croissance. On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété.

Acquis de première : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.

Notions à connaître et utiliser : PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.

I) Le PIB mesure une partie de l'activité économique, mais reflète mal le niveau de vie de la population

La **croissance économique** est l'augmentation de la production sur **longue période**. Si elle est supérieure à la croissance démographique, elle permet d'élever le **niveau de vie moyen**, c'est-à-dire la quantité de biens et de services dont dispose en moyenne une société. La croissance économique est ainsi mesurée par le taux de croissance du PIB ou du **PIB par habitant**.

Intérêts et limites du PIB comme mesure de la production

On obtient le produit intérieur brut (**PIB**) en sommant les valeurs ajoutées. Le PIB intègre la **production marchande**, évaluée aux prix de marché, et la **production non marchande** des administrations, mesurée par les coûts de production à défaut de prix de marché des services non marchands. Mais un certain nombre d'activités économiques sont mal prises en compte faute de données fiables. C'est le cas notamment des activités légales non déclarées qui sont estimées par des redressements statistiques a posteriori et des activités illégales qui forment une « **économie souterraine** » (estimée à 5,9% des emplois en France, mais à 26,9%... en Grèce en 2008). Le PIB ne mesure pas non plus la **production bénévole** et la **production domestique**. En France, cette dernière a pourtant été évaluée, par une enquête de l'INSEE de mars 2011 dans laquelle les heures de travail domestique des français sont valorisées au SMIC, à 26% du PIB.

Mis au point sous l'influence de l'économiste indien prix Nobel Amartya Sen au sein du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'indice de développement humain (**IDH**) est un indicateur composite qui a pour objectif de compléter l'approche en termes de PIB, trop réductrice, en combinant trois éléments : l'espérance de vie, l'instruction et l'accès au savoir, le niveau de vie. La comparaison du classement des pays en fonction du seul PIB par tête et en fonction de l'IDH permet de souligner que le développement humain ne se limite pas à la croissance de la production.

Si le PIB n'a pas été construit pour mesurer le bien-être, il en est cependant un bon indice. En effet, les pays au PIB/tête élevés sont globalement ceux ayant les IDH les plus élevés et inversement. Bien sûr, en cas de fortes inégalités de répartition des richesses au sein de la population, un PIB/tête élevé peut ne pas être synonyme de bien-être pour le plus grand nombre ou de développement économique (Koweït par ex.) mais ce sont des cas exceptionnels.

II) Les facteurs de la croissance économique

L'augmentation de la production résulte de la **hausse de la quantité de facteurs utilisée, travail et capital (croissance extensive)**, et de la **hausse de l'efficacité de leur combinaison productive (croissance intensive)**, ce qu'on appelle l'amélioration de la productivité globale des facteurs (**PGF**). On peut schématiquement représenter cette relation par l'expression de la **fonction de production**, qui associe la quantité maximale produite (Y) à diverses quantités de travail (L) et de capital (K) utilisées, et qui s'écrit, d'une manière générale : $Y = f(K,L)$. Cette fonction de production permet de calculer les contributions respectives du facteur L et du facteur K à la croissance selon les pays et les périodes. Selon Robert Solow (1956), ce qui, dans la hausse de la quantité produite (Y), n'est explicable ni par l'augmentation de la quantité de travail utilisé (L), ni par l'augmentation de la quantité de capital utilisé (K), et qu'il nomme d'abord « le **résidu** », mesure l'accroissement de la **PGF** attribuable notamment au **progrès technique**. La PGF résulte à la fois de la productivité du travail (formation-qualification de la main-d'œuvre, machines qui rendent le travail plus efficace et *learning by doing*) et de la productivité du capital (progrès technique, R&D, innovation) qui interagissent et sont donc difficiles à isoler l'une de l'autre. Ici la théorie de la croissance est dite exogène car si

l'amélioration de la PGF est bien perçue comme un facteur important de croissance, la théorie ne parvient pas (encore) à bien expliquer d'où vient le progrès technique ou l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre, ce que vont faire dès les années 1980 les théories dites de la croissance endogène.

Le rôle central de l'accumulation des différents types de capitaux (capital sous ses différentes formes)

Si le progrès technique est une des sources essentielles de la croissance économique, **l'accumulation du capital, sous toutes ses formes** (et donc pas seulement le capital physique ou technique –machines et outils-), **contribue à long terme au progrès technique et participe à l'entretien de la croissance**. Se crée ainsi une **dynamique auto-entretenu (ou cumulative) de croissance : une croissance endogène**. **L'investissement productif privé**, qui permet l'accumulation du **capital physique** et la mise en œuvre de **l'innovation** technologique, modernise le stock de capital, ce qui en élève la **productivité**. Les dépenses de recherche et développement (**R&D**) (le **capital technologique**) engagées pour innover, sont alors considérées comme de l'investissement immatériel décisif (autant que l'investissement classique FBCF), contribuent aussi à accroître durablement le potentiel productif.

L'accumulation de capital concerne également le **capital humain**, c'est-à-dire l'ensemble des savoirs, savoir-faire et, au-delà, toutes les dispositions du travailleur qui lui donnent une certaine efficacité dans la production. En accumulant du capital humain, une économie augmente la capacité des travailleurs à créer une valeur ajoutée plus élevée et à innover. Le rôle de l'éducation et du *learning by doing* sont ici fondamentaux.

Les **investissements publics** permettent également d'accroître et de moderniser le **capital public** ; ils concernent les **infrastructures** de communication et de transport notamment, mais aussi les investissements dans la recherche, l'éducation ou la santé. Certains investissements sont générateurs d'**externalités positives** qui alimentent la **dynamique de croissance auto-entretenu (croissance endogène)**. C'est notamment le cas des investissements en capital humain qui se traduisent par exemple par la hausse de la formation initiale moyenne grâce à l'extension de l'accès des nouvelles générations au baccalauréat ou encore par le développement de l'enseignement supérieur. C'est également le cas des investissements en recherche et développement et des investissements dans certaines infrastructures publiques, par exemple, depuis les années 1990, l'extension de la couverture GSM et l'amélioration des performances des réseaux de téléphonie mobile ou de l'ADSL et de la fibre optique.

Or, tous ces capitaux décisifs (capital humain, capital technologique ou R&D, capital public ou infrastructures) génèrent des **externalités positives** et ont les propriétés des **biens collectifs** (non rivaux et non excluables), aussi le marché est défaillant à les produire (pas d'incitation prix) alors même qu'ils sont décisifs pour la croissance économique actuelle et future. Aussi, les théories de la croissance endogène soulignent l'importance de l'intervention de l'Etat pour favoriser la production et donc l'accumulation de capital humain, technologique et public soit en le finançant directement soit en incitant le marché à les produire via un système d'incitations financières.

Le rôle des institutions et des droits de propriété

Certaines **institutions** contribuent à la croissance économique, celles notamment qui sont « créatrices de marché » (Rodrik et Subramanian, 2003) puisqu'en leur absence les marchés n'existent pas ou fonctionnent très mal. Elles favorisent alors le développement économique de long terme **en stimulant l'investissement et l'esprit d'entreprise**. Un **cadre réglementaire** et un **système judiciaire** qui permettent le **respect des droits de propriété** et offrent un avantage aux inventeurs – par exemple via le **brevet** – assurent aux entrepreneurs efficaces qu'ils conserveront leur profit et les incitent à innover. Cependant, cette protection est également susceptible de freiner la diffusion des innovations.

A l'opposé, certains environnements institutionnels sont défavorables à la croissance économique. Dans les pays en guerre, instables politiquement, ou encore fortement gangrénés par la **corruption**, le cadre institutionnel devient un frein au développement économique. C'est le cas aussi de pays où l'activité économique est monopolisée par une minorité au pouvoir qui détourne les richesses à son profit et qui empêche l'existence d'un marché concurrentiel. Selon Rodrik et Subramanian, il faut ainsi mettre en place trois types d'institutions pour soutenir la dynamique de croissance :

- Des institutions de réglementation des marchés, qui s'occupent des effets externes, des économies d'échelle; ce sont, par exemple, les **organismes de réglementation des télécommunications, des transports et des services financiers, la production publique des biens collectifs**.
- Des institutions de stabilisation des marchés, qui garantissent une inflation faible, réduisent au minimum l'instabilité macroéconomique et évitent les crises financières ; ce sont, par exemple, les **banques centrales, les régimes de change** et les **règles budgétaires**.
- Des institutions de légitimation des marchés, qui fournissent une protection et une assurance sociales, organisent la redistribution et gèrent les conflits sociaux ; ce sont, par exemple, les **systèmes de retraite, les dispositifs d'assurance chômage** et **autres fonds sociaux**.